

# AVIS D'APPEL D'OFFRES

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° 000002/AONO/MINTSS/CIPM/2026 du 05 AVR 2026  
pour l'Acquisition de six (06) véhicules pick-up 4x4 pour les brigades d'inspection du travail.

## 1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration du déploiement de ses équipes sur le terrain lors des contrôles effectués en entreprises, le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'Acquisition de six (06) véhicules pick-up 4x4 pour les brigades d'inspection du travail et de sécurité sociale.

## 2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent la livraison de six (06) véhicules pick-up 4x4.

## 3. Tranches/Allotissement

Le présent appel d'offres n'est pas alloti.

## 4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de F CFA TTC Deux cent quarante millions (240.000.000).

## 5. Délai prévisionnel et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures objet du présent appel d'offres est de Cent vingt (120) jours calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

Le lieu de livraison est le Garage Administratif Central à Yaoundé.

## 6. Participation

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises de droits camerounais spécialisées dans la fourniture du Matériel roulant.

## 7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINTSS de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 60-41-421-0-23000001-0412-524311.

## 8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est la soumission en ligne.

## 9. Cautonnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, daté, signé et acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, dont le montant s'élève à quatre millions huit cent milles (4.800.000) F CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministre chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La

caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

**NE :** Pour être valable, la caution présentée doit être accompagnée du titre émis par l'institution financière agréée et du récépissé de consignation délivré par la CDEC.

## 10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement à la Direction des Affaires Générales du MINTSS aux heures ouvrables, Service des Marchés Publics, porte 111, téléphone : 222 22 38 74, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

## 11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales du MINTSS, Service des Marchés Publics, porte 111, téléphone : 222 22 38 74, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de Cent cinquante (150.000) Francs CFA (1), payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

## 12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **26 MAI 2026** à 13 Heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

**Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° 000002/AONO/MINTSS/CIPM/2026 du 2026 pour l'Acquisition de six (06) véhicules pick-up 4x4 pour les brigades d'inspection du travail.**

**"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement".**

### Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

## 13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des

<sup>1</sup>Arrêté fixant les frais d'achat du DAO

enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, ou l'absence du récépissé de consignation délivré par la CDEC entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

#### **14. Ouverture des plis**

L'ouverture des plis se fait en un temps.

En tout état de cause, l'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu le **26 MAI 2026** à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale dans la salle de Conférences sise au 1<sup>er</sup> étage, porte 117.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

#### **15. Critères d'évaluation**

##### **15.1 Critères éliminatoires**

*Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.*

Il s'agit notamment :

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- de la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect d'au moins 80% de « OUI » des critères essentiels ;
- de l'absence de prospectus, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
- du non-respect des spécifications techniques majeures indiquées dans les spécifications

- techniques des fournitures du présent DAO ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence de la lettre de soumission ;
- de l'absence de la charte d'intégrité ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- du Non-respect du format de fichiers des offres.

### CARACTERISQUES TECHNIQUES MAJEURES

- Puissance fiscale  $\geq$  08 CV ;
- Cylindrée  $\geq$  2442 CC ;
- Garde au sol  $\geq$  188 mm ;
- Empattement  $\geq$  3130 mm

### **15.2. Critères essentiels**

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations objet de l'Appel d'Offres. Cette évaluation se fera de manière binaire (OUI/NON) avec un minimum acceptable de 80% de l'ensemble des critères essentiels pris en compte.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre ;
- Références professionnelles du prestataire dans les prestations similaires déjà effectuées pendant les cinq (05) dernières années, avec documents justificatifs : joindre les copies des premières et dernières pages d'au moins 02 (deux) contrats signés et enregistrés avec les PV certifiant la bonne exécution des prestations) ;
- Respect d'au moins 80% caractéristiques techniques mineures, soit 33/41 ;
- la capacité financière délivrée par une institution financière de premier ordre : de 72.000.000 F CFA ;
- le chiffre d'affaires annuel selon le bilan certifié ou la déclaration statistique et fiscale au moins 100.000.000 F CFA ;
- les preuves d'acceptation des conditions du marché (descriptif de la fourniture et CCAP paraphés à chaque page et signés à la dernière page) ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations au cours des cinq (05) dernières années ;
- Origine ou source de provenance de la fourniture ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange pendant un (01) an, Assistance technique pendant une durée minimale de six (06) mois, garantie des équipements pendant six (06) mois) ;
- le délai de livraison.

### **16. Attribution**

Le Maitre d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les

critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante, conforme pour l'essentiel aux prescriptions du DAO, ayant satisfait à 100% les critères éliminatoires et au moins 80% des critères essentiels (soit au moins 8/10 critères essentiels).

#### 17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

#### 18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la *Direction des Affaires Générales du MINTSS, Service des Marchés Publics, porte 111, téléphone : 222 22 38 74* ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

#### 19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques


Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

Yaoundé, le 20 AVR 2026

*Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale*

Copies:

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- Maître d'Ouvrage;
- Président CIPM.
- Affichage chrono.



Grégoire OWONA



# OPEN INVITATION TO TENDER

Open National Invitation To Tender No. 00002 /AONO/MINTSS/CIPM/2026 of 20 AVR 2026 to  
acquire Six (06) 4WD pick-ups for the Labour Inspectorate Brigades.

## 1. Purpose of this Invitation to Tender

As part of improving the deployment of its teams in the field during inspections conducted in companies, the Minister of Labour and Social Security hereby launches a National Open Invitation to tender for the acquisition of six (06) 4x4 pick-up vehicles for the labour and social security inspection brigades.

## 2. Nature of Provisions

The services covered by this consultation include the delivery of six (06) 4x4 pick-up vehicles.

## 3. Tranches/Allotment

This Invitation to tender is not allotted.

## 4. Estimated Cost

The estimated cost upon completion of prior studies amounts to FCFA Two hundred and forty million (240,000,000).

## 5. Estimated delivery time and location

The maximum time limit set by the Project Owner for the delivery of the above-mentioned equipment is of One hundred and twenty (120) calendar days.

This period runs from the date the Service Order is notified for the commencement of services.

The delivery location is the Central Administrative Garage in Yaoundé.

## 6. Participation

Participation to this Invitation to tender is open to Companies specialised in rolling stock provisions and under Cameroonian law.

## 7. Funding

Provisions of this invitation to tender shall be financed by MINTSS PIB of the 2026 Financial Year under the Budgetary Head No.60-41-421-0-23000001-0412-524311.

## 8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is **online submission**.

## 9. Bid Bond

Each bidder must enclose with their administrative documents a tender bond, dated, signed and paid by hand, issued by an organisation or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which is included in document 14 of the tender documents, for an

amount of four million eight hundred thousand (4,800,000) CFA francs and valid for thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tender

Failure to provide a bid bond issued by a first class bank or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in connection with public contracts will result in the outright rejection of tender. A bid bond that has been produced but has no connection with the consultation in question shall be deemed absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible. **NB:** To be valid, the deposit bond must be accompanied by the certificate issued by the approved financial institution and the deposit receipt issued by the CDEC.

## 10. Consultation of the Tender File

The hard copy can be consulted free of charge at the Department of General Affairs of the MINTSS during working hours, Public Contract Service, Room 111, telephone: 222 22 38 74, as from the publication of this invitation.

It can also be consulted online through the COLEPS Platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP : Website ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

## 11. Acquisition of the Tender File

The hard copy of the tender file can be obtained from the Department of General Affairs of the MINTSS, Public Contract Service, Room 111, telephone: 222 22 38 74, upon publication of this invitation notice, against payment of a non-refundable sum of one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs. (1), payable at the Public Treasury

It is also possible to obtain the soft copy of the DAO by downloading it free of charge from the above addresses. However, submission is subject to payment of the DAO purchase fee.

## 12. Submission of Bids

Each Bid shall be drafted in English or French.

The bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than ~~26 MAI 2026~~ at 1:00 pm. A back-up copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "back-up copy", in addition to the follow inscription, within the prescribed time limit.

**Open National Invitation to Tender No. 000002 /AONO/MINTSS/CIPM/2026  
of 25 to acquire Six (06) 4WD pick-ups for the Labour Inspectorate  
Brigades.**

***"To be opened only during the bid-opening session"***

### **File size and format**

For online submission, the maximum sizes of the documents that will be allowed through the platform and thereby constituting the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the financial Offer.

The formats allowed are as follows:

- PDF format for text documents;

---

Order setting the purchase costs of the DAO

- JPEG for pictures

Applicants must use zipped software to reduce the size of the files to be transmitted.

### **13. Admissibility of bids**

The administrative documents, the technical offer and the financial offer shall be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following documents shall be declared inadmissible by the Project owner:

- submissions received after the specified deadlines.
- envelopes without an indication of the identity of the Invitation to tender;
- Envelopes non-compliant with the submission template

Any bid not meeting the requirements provided in this Invitation and of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid bond issued by a first-class financial institution or organization approved by the Minister in charge of finance to issue guarantees in the field of public procurement, or failure to comply with the templates of the Tender Documents, or the absence of the deposit receipt issued by the CDEC will result in the outright rejection of the bid with no possible appeal.

A bid bond that has been produced but has no connection with the consultation in question shall be deemed absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

### **14. Opening of Bids**

The opening of Bids shall take place only once.

In any case, the opening of administrative documents and technical and financial bids will take place on **26 MAI 2026** at 2:00 PM by the Internal Tender Board of the Ministry of Labour and Social Security in the Conference Room located on the 1st floor, Room 117.

Only bidders or one of their duly mandated representatives shall be called upon to attend that ceremony even for Group of enterprises.

For the file not to be rejected, required administrative documents shall be duly provided in originals or in certified true copies signed by the competent service or authorities, in accordance with Specific Rules and Regulations laid down by this invitation notice. They shall not be older than three (03) months as from the original deadline of the submission of bids or shall not be established after the effective and closing date of this invitation notice.

If any administrative document is missing or is not compliant during the bid-opening session, after a period of 48 hours granted by the Board, the bid will be declared inadmissible.

### **15. Evaluation criteria**

#### **15.1 Elimination Criteria**

*The elimination criteria set out the minimum conditions to be met in order to be eligible for the evaluation in accordance with the essential criteria. Failure to comply with any of these criteria will result in the bidder's offer being rejected.*

These include:

- the absence of a tender bond at the opening of bids;
- non-production beyond the 48-hour deadline after the opening of bids of an administrative file

- deemed non-compliant or missing during the bid-opening session (except for the tender bond);
- false statements, fraudulent manoeuvres or falsified documents;
- failure to meet at least 80% of the essential criteria with a 'YES' rating;
- the absence of a prospectus, catalogue, drawing or technical data sheet produced by the manufacturer;
- failure to comply with the major technical specifications set out in the technical specifications for supplies in this DAO;
- the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- the absence of the submission letter;
- The absence of an integrity charter;
- The absence of a dated and signed declaration to comply with environmental and social clauses;
- Failure to comply with the bid file format.

#### KEY TECHNICAL SPECIFICATIONS

- Taxable power  $\geq$  08 PH;
- Capacity  $\geq$  2442 CCs ;
- Ground clearance  $\geq$  188 mm;
- Wheelbase  $\geq$  3000 mm.

### **15.2. Essential Criteria**

The criteria referred to as essential are those that are fundamental or key to assessing the technical and financial capacity of candidates to perform the services covered by the tender. This assessment will be binary (YES/NO) with a minimum acceptable score of 80% of all essential criteria taken into account.

The essential criteria for the qualification of bidders shall be based on the following:

- The presentation of the bid;
- Professional references from the service provider for similar services already performed during the last five (05) years, with supporting documents: attach copies of the first and last pages of at least two (02) signed and registered contracts with reports certifying the satisfactory performance of the services.
- Compliance with at least 80% of minor technical specifications, i.e. 33/41;
- financial capacity issued by a first-class financial institution: 72,000,000 CFA francs;
- annual turnover according to the certified balance sheet or statistical and tax declaration of at least 100,000,000 CFA francs;
- Evidence of acceptance of the terms and conditions of the contract (description of the supply and CCAP initialled on each page and signed on the last page);
- Absence of a sworn statement attesting of the non-abandonment of any services during the last five (05) years;
- Origin or source of supply or procurement;
- after-sales service (availability of spare parts for one (01) year, technical assistance for a minimum period of six (06) months, equipment warranty for six (06) months)
- Delivery deadline

## 16. Awarding of the Contract

The Project Owner or Contracting Authority shall award the contract to the tenderer who has submitted a tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose tender is assessed to be the lowest price, complies in all essential respects with the requirements of the tender documents, has satisfied 100% of the elimination criteria and at least 80% of the essential criteria (i.e. at least 8/10 essential criteria).

## 17. Validity of Bids

Bidders shall remain bound to their bids during ninety (90) days as from the initial deadline prescribed for the submission of bids.

## 18. Additional Information

Additional information can be obtained from the Department of General Affairs of MINTSS, Room 111, during working hours, telephone: 222 22 38 74 or online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

## 19. Fighting against corruption or malpractices

To report any corruption practices, facts or acts, please do call CONAC on 1517, the Public Contract Board (MINMAP) (SMS or call) on : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

Yaounde, on

20 AVR 2026

*The Minister of Labour and Social Security*

### Copies:

- Public Contract Authority (MINMAP)
- ARMP
- Project Owner;
- The Chair of the TENDER BOARD
- Pasting chrono.



**Grégoire OWONA**

